

Salaires, départs
anticipés, réorgs... :
les arnaques de
l'accord compétitivité

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mercredi 3 avril 2013

L'austérité de la maternelle à l'université

Le candidat Hollande avait promis la création de 60 000 postes pour l'école pour rattraper les 66 000 suppressions de postes des cinq années Sarkozy. Drôle de promesse, puisqu'il ajoutait que les emplois créés seraient compensés par des suppressions dans le reste de la fonction publique.

Déshabiller Paul pour habiller Jean ? Même pas !

Du coup, dans la fonction publique, des dizaines de milliers d'emplois continuent d'être détruits au gré des départs à la retraite. La situation dans les hôpitaux n'en est que plus dramatique du fait du manque de personnels. Ce qui ne bénéficiera même pas à l'éducation, en dépit des promesses.

Car, pour commencer, le bilan du ministre Vincent Peillon, c'est 13 000 postes d'enseignants en moins à la rentrée 2012, dans la droite ligne du gouvernement précédent.

Quant aux embauches promises pour le futur dans l'Education nationale, elles ne feront que compenser le nombre de départs à la retraite.

Ne Peillon pas l'embrouille

Les promesses de la campagne électorale n'ont pas suffi à engourdir les professeurs des écoles et les parents d'élèves qui ont riposté en janvier et février contre la « réforme Peillon ». Celle-ci vise à étaler les temps de cours des élèves du primaire sur quatre jours et demi au lieu de quatre. En soi, pourquoi pas, sauf que les moyens et les effectifs ne suivent pas, et cela se traduit par plus de travail pour les enseignants, sans que les enfants en retirent de véritables bénéfices faute d'encadrement qualifié.

Cahuzac, la main dans le sac

Cahuzac vient d'avouer l'existence « d'un compte bancaire [en Suisse] depuis une vingtaine d'années ». Lui le héraut de la lutte contre la fraude fiscale et de la rigueur, qui a prôné pour les autres l'austérité, planquait son argent en Suisse ! Il a donc menti avec arrogance. Et il n'est pas le seul, car qui peut croire que personne n'était au courant ? L'affaire Cahuzac, c'est le symbole d'un système où argent et pouvoir ne font qu'un.

L'enveloppe financière promise aux mairies étant très insuffisante, dans bien des communes le temps de classe retiré chaque journée se résumera à de la garderie. Une fois de plus, ce seront les enfants des familles les plus modestes qui seront pénalisés.

Une mobilisation bien suivie

Les professeurs des écoles ont exprimé leur ras-le-bol non seulement contre une réforme sans moyens, mais aussi contre les conditions de travail et d'étude sans cesse dégradées dans les écoles : classes surchargées, professeurs non remplacés, salaires en berne... En fait sur quatre jours ou sur quatre jours et demi, l'efficacité pédagogique passera par la réduction du nombre d'élèves par classe afin que chacun puisse être accompagné efficacement dans sa scolarité. Ce qui commande la création massive de postes d'encadrement dans les établissements.

Les journées de grève et de manifestations contre cette réforme ont été bien suivies, obligeant le ministre Vincent Peillon, à autoriser les municipalités à reporter l'application de la réforme en 2014. Du coup, moins d'un quart des jeunes de maternelle et de primaire verront la réforme s'appliquer dès la rentrée prochaine. Un camouflet pour le gouvernement.

Après l'austérité de droite, l'austérité de gauche n'épargne ni l'école primaire, ni le secondaire, ni même les universités. Réforme après réforme, le gouvernement Fillon avait désengagé l'Etat du financement de celles-ci. Et la dernière réforme en date du gouvernement socialiste poursuit leur démantèlement. Si bien qu'aujourd'hui, la moitié des facs sont en faillite.

A qui profite la saignée ?

Ces coupes sombres dans les services publics indispensables à la population servent à compenser les exonérations d'impôt et les subventions versées aux grandes entreprises et aux plus riches.

Licenciements ou suppressions de postes, la logique est la même dans le privé et le public. C'est elle qui pousse les chiffres du chômage au sommet. Travailleurs du public comme du privé, il nous faudra bien nous retrouver sous une même bannière : **Interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, Partage du travail entre tous.**

Les tartuffes

Certains syndicats font mine de s'indigner du 0 % d'augmentation de salaire (AGS+AI) cette année. Ce blocage des salaires est pourtant écrit noir sur blanc dans l'accord de compétitivité qu'ils viennent de signer, et qu'ils vantent. Plus hypocrites, tu meurs.

Pour ta carrière, tais-toi et creuse

Les seules augmentations salariales maintenues cette année résultent des obligations conventionnelles liées à l'ancienneté. Et les parcours de carrière (passage cadre, en filière ETAM...) seront possibles, mais pas obligatoires. Donc à la tête du client.

Les pièges de la part variable

Les cadres non concernés par la PPG (Prime de Performance Groupe) toucheront la Prime de Performance Individuelle (PPI). Mais son montant baissera en moyenne de 30 % par rapport à 2012. L'accord compétitivité prévoyait pourtant le « maintien des rémunérations » en 2013...

Les prestataires : variables d'ajustement

En janvier 2013, Segula comptait 146 salariés en intermission virés par des clients (dont Renault), dont 46 en chômage partiel. Des salariés se voient proposer des licenciements avec transaction financière. 37 ont même été licenciés pour faute grave pour ne pas être venus à une formation ou l'avoir perturbée : on trouve les prétextes qu'on peut.

Prend l'oseille et tire-toi

Comme la rémunération versée pendant la Dispense d'Activité (DA) est calculée sur les 12 derniers mois, certains salariés ont été encouragés par les RH à partir vite pour inclure dans ce calcul les primes de début 2012 (intéressement, PPI, PPG...). La DRH a même supprimé le délai de prévenance de 2 mois pour les départs jusqu'au 1^{er} mai. Résultat : une vague de départs surprise vendredi dernier.

La direction veut dégraisser au plus vite, mais la conséquence pour ceux qui restent, c'est la désorganisation et davantage de travail.

Le D.A. DA : pas si simple

Etre rémunéré à 75 % pendant la Dispense d'Activité (DA) ne veut pas dire perdre juste 25 % de sa rémunération. La prime de 3 mois (6 pour les postes sensibles) de la GPEC est supprimée. Les cotisations salariales payées par Renault sur les 25% de salaire restant devront être déclarées comme « avantages en nature » à la Sécu et aux Impôts. Les jours de préparation à la retraite sont perdus (22 maxi). Plus d'acquisition d'UPA, perte des primes médaille du travail, performance établissement, part uniforme de l'intéressement, etc.

Ceux qui partent en retraite dans quelques mois sont les plus pénalisés. De quoi faire réfléchir.

Gare aux faux départs

C'est officiel : la durée de cotisation va encore augmenter. Les salariés qui partiraient en Dispense d'Activité 3 ans avant leur retraite à taux plein (selon les critères actuels), pourraient devoir retourner au travail à la fin de ces 3 ans si cette réforme reculait entre-temps l'âge de leur retraite à taux plein. Risqué.

Des sales coups en préparation

La restructuration de l'ingénierie-tertiaire, dont l'objectif est de supprimer 20 % des postes, sera présentée en CCE le 10 avril. La loi n'empêchait pas la direction d'en discuter avant avec les salariés. D'ailleurs elle le fait avec la hiérarchie. Les salariés devront donc s'imposer pour faire entendre leur avis.

La DIESE hausse le ton

C'est redescendu dans les réunions d'UET du service 65620 (Application Electronique) à la DIESE : plus une tête ne doit dépasser, sinon c'est la sanction. Cette mise en garde préparerait-elle l'externalisation ou la délocalisation d'un secteur qui connaît déjà un grand nombre de prestataires ? Mais qui mérite un avertissement : la direction qui prépare ses coups en douce, ou les salariés qui ne se laissent pas faire ?

Directeur échaudé craint l'eau froide

La venue de Tavarès au Diapason mercredi a été tenue secrète. La direction de la DIESC redoutait un comité d'accueil des salariés, comme à Lardy en février. Comme quoi, c'était une bonne idée...

Tentative de suicide à Lardy

Mardi dernier, un salarié de Renault Lardy s'est donné deux coups de couteaux au L11, sans arriver heureusement à ses fins. Initialement au contrôle moteur, il a enchaîné 4 postes en 3 ans. Mutations forcées suite à des réorganisations, boulot infaisable, absence de moyens... A l'évidence pour ses collègues, c'est le travail qui l'a poussé à ce geste.

La preuve par la GPEC

L'accord GPEC de 2011 prévoyait 2000 embauches en CDI sur 3 ans. En réalité, ce sera la moitié : 762 embauches en 2011, 245 en 2012, et pas grand-chose en 2013. On sait à quoi s'en tenir concernant les 760 embauches promises dans l'accord compétitivité.

Grève surprise à Pitesti

Après l'Espagne et la France, Renault veut un accord de compétitivité à Dacia : modification du régime des heures supplémentaires et des congés, augmentation des cadences (un véhicule toutes les 40s !), augmentation de salaire en dessous de l'inflation...

5 000 salariés ont fait un jour et demi de grève la semaine dernière. Une grève spontanée qui a débordé le syndicat SAD. En Roumanie comme ailleurs, la « compétitivité » ça ne passe pas.